



Genève, le 30 mai 2024

Concerne : Gestion des dernières semaines par le rectorat

Monsieur Gentaz,

Par la présente, nous tenons à vous faire part de notre incompréhension ainsi que notre inquiétude quant à la gestion de l'université au cours des dernières semaines par le rectorat que vous représentez. Nous vous écrivons car nous estimons que le vivre-ensemble et l'excellence démocratique, auxquelles nous accordons tou.te.x.s une valeur inestimable, ont subi un recul inquiétant à plusieurs reprises durant cette période.

A partir du mardi 7 mai, des centaines d'étudiant.e.x.s ont investi le hall d'UniMail afin d'entamer le dialogue avec le rectorat de l'Université de Genève à propos de la réaction de l'UNIGE face à la crise humanitaire en cours en Palestine. Cette question est plus qu'un simple enjeu de politique universitaire. En effet, de nombreu.se.x.s étudiant.e.x.s se sentent étrangèr.e.x.s à une institution qui ne se positionne pas vis-à-vis d'un génocide en cours.

Malgré leurs demandes répétées de rencontrer le rectorat afin de faire entendre leurs quelques revendications, le rectorat a systématiquement refusé le dialogue.

Nous ne pouvons que nous demander pourquoi vous ne vous êtes rendu qu'une seule fois au contact de l'occupation et des étudiant.e.x.s qui la constituaient. Quelles sont les activités d'un vice-recteur en charge du vivre-ensemble plus importantes qu'être à l'écoute des demandes formulées par une partie importante de la communauté universitaire et principalement la population étudiante ?

Ce manque de considération fait également écho à votre silence suite à l'intrusion d'une doctorante dans le bâtiment universitaire qui a fait preuve d'une agressivité excessive envers les étudiant.e.x.s sur place. Un tel événement va de manière évidente à l'encontre de la discussion rationnelle et démocratique pour laquelle votre rectorat plaide. Nous constatons ici un deux poids deux mesures troublant : la dénonciation récurrente du refus supposé de dialogue des membres de la CEP et un silence complaisant des agissements d'une membre du personnel qui vont clairement à l'encontre de la confrontation des avis et des arguments.

Après quelques jours d'occupation, le rectorat a décidé de restreindre l'accès des bâtiments universitaires. Cette mesure est extrêmement inquiétante et atteint directement l'université dans sa fonction d'ouverture à la Cité. En effet, de nombreux événements tels que des cours de langue, des moments de formations, des conférences et même la tenue de stands de sensibilisation contre les discriminations (par exemple

lors de la journée de luttes contre les LGBTQIA+ phobies) n'ont pas pu avoir lieu dans de telles conditions. La restriction d'accès aux lieux de savoir rompt très nettement avec la vision de l'université annoncée jusqu'alors qui se voulait une université ouverte et au service de la Cité.

Finalement, le rectorat a décidé de déposer une plainte pénale et de collaborer avec la police afin de déloger les étudiant.e.x.s du bâtiment d'UniMail. Nous estimons que ce choix est gravissime - et que la plainte soit retirée après coup n'y change rien. Nous sommes atterré.e.x.s que le dépôt d'une plainte pénale pour violation de domicile soit envisagé comme une option afin d'éviter la réflexion sur la question de fond soulevée par les occupant.e.x.s de l'université. Nous refusons qu'une telle décision soit banalisée et nous exigeons que vous la condamnerez publiquement.

Nous souhaitons encore préciser que c'est au rectorat qu'incombe la responsabilité des mesures prises au cours de cette période et que les conséquences de celles-ci ne peuvent nullement être attribuées aux membres de la CEP-UNIGE. Les mesures précitées ont été l'objet de choix politiques effectués par le rectorat que vous représentez. Il est d'ailleurs du devoir du rectorat de prendre des mesures adéquates afin de gérer les situations de tension au sein de l'université. Face à l'occupation des locaux universitaires et les questions qu'elle soulevait, d'autres réponses - moins répressives et plus démocratiques - auraient tout à fait été possibles.

Nous tenons encore une fois à affirmer que la gestion de cette situation a durablement dégradé le vivre-ensemble au sein de l'université ainsi que la confiance de nombreux.se.x.s membres de l'université de Genève envers le rectorat.

Ne vous ayant pas encore entendu sur ces différents éléments, nous vous demandons une réponse officielle abordant nos différentes remarques dans les meilleurs délais.

Nous vous adressons nos salutations distinguées.

Le comité de la CUAE